

THEME
CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE
INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR FORESTIER
APPROCHE DE SOLUTIONS
CAS DU CONGO

PLAN

- I- INTRODUCTION
- II-EFFETS DE CETTE CRISE SUR LE SECTEUR FORESTIER NATIONAL
- III- MESURES PROPOSEES

I – INTRODUCTION

- La conjoncture internationale est marquée par une crise économique et financière de grande ampleur. La situation boursière actuelle illustre bien l'incertitude du marché et de l'avenir financier du monde.
- En effet, le système capitaliste ou libéral est perturbé dans ses fondations. Le recours à l'interventionnisme des Etats dans le secteur bancaire et des assurances augure des attitudes atypiques, d'une histoire économique et d'une idéologie nouvelle. Les plus grands experts de l'économie et des finances sont pessimistes sur les perspectives à court terme.

I – La conjoncture internationale

- Structurellement lié au marché de l'immobilier, le marché du bois est en pleine dépression et affecte les économies des pays producteurs. La crise financière ne permettant plus au secteur bancaire d'offrir des crédits aux consommateurs des bois, ceux-ci manquent de ressources pour poursuivre leurs activités et honorer les commandes. Ce fait s'ajoute à la chute soutenue du dollar américain sur une longue période, qui a freiné les exportations vers les Etats-Unis. C'est pourquoi depuis le mois de septembre 2007, les cours mondiaux et la demande des bois tropicaux (grumes et débités) ont considérablement chuté.
- Les exportations d'okoumé par exemple sont pratiquement arrêtées. Dans notre pays, et particulièrement dans sa partie Nord, l'essence sapelli, qui représente plus de 80% des essences exploitées et dont le Congo est devenu le plus grand exportateur mondial, connaît le même sort. Le marché des bois tropicaux est très sélectif et traverse une conjoncture de crise générale.

II – Effets de cette crise sur le secteur forestier national

- La réduction des commandes des principaux clients : les producteurs reçoivent quotidiennement les propositions de réduction des prix de stocks de bois invendus sur les ports européens. Bon nombre de clients disposent d'importants stocks et ne s'engagent plus dans de nouvelles commandes. D'autres procèdent aux opérations de stockage des produits achetés à bas prix.
- La réduction conséquente de la production, la baisse d'activités du secteur forestier, la diminution des recettes forestières et l'impossibilité de respecter les engagements conventionnels vis-à-vis de l'Etat et le ralentissement ou l'arrêt des investissements.

- Le recours à la diminution d'emplois par des compressions d'effectifs et des congés techniques, mesures actuellement appliquées par plusieurs entreprises, en accord avec les syndicats et l'inspection du travail. C'est le cas des sociétés : Mokabi, IFO, ITBL, Likouala Timber, Thanry Congo et CIB. D'autres sociétés se préparent à réduire le temps de travail et à appliquer d'autres mesures similaires. L'essor amorcé ces 5 dernières années par la filière Forêt/Bois serait compromis si les perturbations actuelles pourraient persister encore quelques mois.
- **III – Mesures proposées :**

MESURES CONJONCTURELLES

- Il s'agit particulièrement des mesures susceptibles de soutenir le secteur en stabilisant le niveau actuel des activités des entreprises dans cette phase difficile. Elles seront levées lorsque la reprise sera assurée.

Mesure 1 : Augmentation provisoire du quota de l'exportation des grumes de 15 à 30%

Elle permet aux sociétés d'exporter beaucoup plus de bois bruts, moins touchés par le recul de la demande des bois, afin de compenser le déséquilibre observé sur la vente des débités. Cette mesure à l'avantage d'augmenter les recettes de l'Etat à l'exportation, mais elle comporte l'inconvénient de déroger aux dispositions du code forestier sur l'obligation de transformer les bois dans le pays. Pour contourner cet obstacle, la loi des finances 2009 pourrait être utilisée à bon escient en prévoyant cette dérogation à titre provisoire.

Mesure 2 : Suspension de la dénonciation des conventions collectives

- Cette mesure appelle une concertation des partenaires sociaux, une trêve sociale, expression de la solidarité avec leurs entreprises respectives dans la situation qu'elles traversent afin de maintenir les salaires au niveau actuel et de garantir la cohésion sociale.

Mesure 3 : Négociation des moratoires sur les arriérés de dettes et amendes dues à l'Etat

- L'adoption des moratoires sur les arriérés des taxes forestières, douanières et autres, ainsi que les amendes, permet aux sociétés de réduire la pression financière qui pèse sur elles et ainsi de se refaire une trésorerie. Cette mesure sera mise en œuvre avec les administrations concernées.

Mesure 4 : Suspension des paiements anticipés des taxes d'abattage

- Il a été admis le principe du paiement mensuel du reste de la taxe d'abattage, sur la base des productions réalisées, après paiement de l'acompte de 30% exigible au moment du retrait de l'autorisation de coupe annuelle.

MESURES STRUCTURELLES

Mesure 1 : Réduction de la TVA à 5% sur les produits pétroliers importés du Cameroun

- La quasi impossibilité pour les entreprises forestières du Nord Congo de s'approvisionner en produits pétroliers à partir du Congo, oblige celles-ci à recourir au marché camerounais. Le coût de transport routier sur 1400 à 1700 km et le prélèvement de la TVA sur ces produits importés du Cameroun renchérissent le prix de revient et rendent moins compétitifs les produits congolais par rapport à ceux des autres pays d'Afrique centrale. Depuis plusieurs années, les forestiers revendiquent la suppression de la TVA sur ces produits pétroliers en guise de soutien et d'encouragement à leurs activités au Nord Congo.

Mesure 2 : Application du taux zéro de TVA sur la vente locale du bois

- Le bois participe pour une grande part dans la construction. Il devrait logiquement bénéficier des mêmes allègements fiscaux que le fer à béton, le ciment et autres, ainsi que décidé par le conseil des Ministres du 12 mai 2008. La suppression ou la réduction de la TVA sur ce produit permet de réduire ses prix sur le marché local, d'en accroître la consommation nationale, de résorber les volumes invendus à l'extérieur et de soutenir ainsi l'activité forestière.

Mesure 3 : Approbation des plans d'aménagement

- Le retard pris dans l'approbation des plans d'aménagement, adoptés il y a plus d'une année (CIB – IFO), risque de bloquer les audits de certification réalisés dans les sociétés engagées dans ce processus et même de remettre en cause les certificats décernés aux concessions forestières Kabo et Pokola.

C'est pourquoi il est sollicité que les plans d'aménagement soient approuvés par le Conseil des Ministres, les dossiers y relatifs se trouvant au Secrétariat Général du Gouvernement.

MESURES COMPENSATOIRES

- La plupart des mesures à prendre pour soulager le secteur forestier des effets de la crise économique et financière mondiale comportent indéniablement un impact négatif sur les recettes de l'Etat 2009. A cet effet, certaines institutions internationales envisagent de mettre en place un mécanisme compensatoire sous forme d'appui budgétaire aux pays qui le demandent pour soutenir les secteurs menacés par cette crise. C'est le cas de la Banque Mondiale et de l'Union européenne qui en étudient actuellement les modalités. Le gouvernement soumettra à cet effet un dossier à l'attention de l'Union Européenne et la Banque Mondiale dans un délai raisonnable.

Merci de votre attention